

## Un retour difficile à Québec et Ottawa

### À Québec, Robert Bourassa va se hâter... lentement

Michel Venne

de notre bureau de Québec

COMME BRIAN MULRONEY, Robert Bourassa revient aux affaires avec un parti à recoudre et un gouvernement à remettre en marche, mais il a dans sa manche deux as que son homologue canadien n'a pas : du temps et un leadership intact.

M. Bourassa sort en effet de cette campagne comme un chef incontesté, qui a conservé sur ses troupes un ascendant très fort malgré la défaite. Quel atout précieux qui s'ajoute au fait qu'il a deux ans devant lui pour relancer l'État et rapiécer son parti avant de déclencher

des élections dont l'enjeu sera l'indépendance du Québec.

Sa performance de la seconde moitié de la campagne, à partir du débat télévisé où le Bourassa bagarreur a rassuré les siens, lui vaut d'avoir préservé son leadership. Dans les rangs libéraux, on lui doit également d'avoir sauvé la face avec un score qu'on juge honorable de 43,4 % de OUI.

Sans se presser, M. Bourassa s'attellera ces jours-ci à la tâche dans trois directions : son parti, ses députés et son gouvernement. Puis il se réserve ensuite à la mi-novembre une semaine de repos avec sa famille.

1) Le parti : M. Bourassa ne pourra pas faire fi de l'indignation des militants qui n'ont pas pris que cer-

Voir page A-4 : Québec

### À Ottawa, défections et remaniement sont dans l'air

Chantal Hébert

de notre bureau d'Ottawa

UNE ÉQUIPE ministérielle remaniée qui pourrait voir Joe Clark associé à un programme économique rafraîchi : tel est le baume que le premier ministre Brian Mulroney va tenter dans l'immédiat d'appliquer sur les plaies référendaires de son gouvernement.

Après une démoralisante défaite, députés et ministres rentrent dans la capitale fédérale aujourd'hui pour faire le point sur l'après-référendum.

Dans la foulée du vote de lundi, jusqu'à la moitié des conservateurs, indiquent les premiers échantillons, pour-

raient être en réflexion sur leur avenir politique à l'approche du prochain rendez-vous électoral.

Cela inclut aussi bien des ministres comme Joe Clark, Marcel Masse, Jake Epp, Gilles Loiselle et Benoit Bouchard que de simples députés, du Québec comme d'ailleurs. Et cela inclut, bien sûr, le premier ministre fédéral lui-même.

Dans ce climat, en attendant de rencontrer son caucus, Brian Mulroney et ses conseillers ont commencé à esquisser un plan qui, selon l'entourage du premier ministre, permettra tout au moins au gouvernement de tenir le coup jusqu'en janvier et jusqu'à ce que la poussière soit retombée sur son échec référendaire.

Voir page A-4 : Ottawa

### SONDAGE GALLUP

## Bush n'est plus qu'à deux points de Bill Clinton

d'après Reuter et AP

WASHINGTON — Le président George Bush a pratiquement comblé le retard qu'il avait sur le candidat démocrate Bill Clinton, si l'on en croit un sondage d'opinion cité hier par la chaîne de télévision CNN.

Ce sondage fait état d'une différence de deux points entre les deux hommes dans les intentions de vote des Américains.

Effectué par Gallup pour le compte de CNN et du journal *USA Today*, ce sondage crédite le gouverneur de l'Arkansas de 40 % des intentions de vote et le président sortant de 38 %. Le milliardaire texan Ross Perot recueille 16 %.

Le sondage comporte une marge d'erreur de trois points, ce qui signifie que le scrutin présidentiel de mardi prochain s'annonce, au vu de ces chiffres, extrêmement incertain.

Effectué auprès d'un échantillon de 1217 personnes, le sondage confirme une tendance constatée lors des plus récents sondages, à savoir une remontée de George Bush. Une enquête publiée par *USA Today* mardi lui donnait un retard de six points.

Par ailleurs, un autre sondage effectué par la chaîne de télévision ABC et rendu public hier soir révèle que Bill Clinton possède une avance de sept points sur le président George Bush dans les intentions de vote des Américains.

D'après cette enquête effectuée

lundi et mardi auprès d'un échantillon de 900 électeurs potentiels, le candidat démocrate obtient 42 % des suffrages contre 35 % au président sortant et 20 % au milliardaire Ross Perot.

Ce sondage comporte une marge d'erreur de quatre points.

À six jours du scrutin, George Bush a le vent en poupe. Ragailardi par les bons résultats de la croissance économique américaine et de nouveaux sondages, il devait se rendre hier dans cinq villes de l'Ohio où il est à la traîne derrière Bill Clinton. De son côté, le candidat démocrate a martelé que seul son programme économique pouvait créer des emplois et il a courtoisement ouvert Ross Perot.

« Les choses commencent à se resserrer », a lancé M. Bush à propos des derniers sondages dans lesquels l'écart entre les deux candidats à la Maison-Blanche n'est plus que de deux points.

« Notre économie est meilleure que l'économie mondiale », a lancé George Bush lors de l'émission d'ABC *Good morning America*. Il en a profité au passage pour critiquer les médias qui préfèrent se concentrer sur les mauvaises nouvelles. Mardi soir, lors d'un meeting à Kettering (Ohio), il n'avait pas hésité à proclamer : « C'est une bonne croissance, et nous allons faire encore mieux. Mieux que le Japon, mieux que l'Allemagne, mieux que l'Eu-

Voir page A-4 : Bush

### LE CENTRE-VILLE EN FÊTE



PHOTO JACQUES NADEAU

Depuis hier, les Montréalais peuvent poser un geste humanitaire en achetant leur citrouille au profit de l'UNICEF. Ils n'auront qu'à se rendre au square Phillips où ils se trouveront au milieu d'un village de sorcières.

## Chrétien réclame un nouveau budget et des élections

Manon Corneller

de la Presse canadienne

OTTAWA — Au lendemain de la mort de l'entente de Charlottetown, le chef libéral Jean Chrétien a demandé hier au gouvernement conservateur de déposer un nouveau budget et de déclencher des élections le plus rapidement possible.

« Le peuple a parlé. Nous voulons que le gouvernement se réunisse dans les plus brefs délais possible et nous croyons qu'il nous faut un budget », a-t-il déclaré après une réunion de son caucus national.

Comme tous les autres leaders politiques au pays, M. Chrétien a décidé de reléguer le dossier constitutionnel aux oubliettes et d'adopter le mot d'ordre du jour, la relance économique et la création d'emplois.

Un gouvernement Chrétien cesserait-il donc de parler de Constitution ? « Définitivement », a répondu celui qui pilota le rapatriement de la Constitution en 1982.

Selon lui, beaucoup de gens ont dit NON à l'accord de Charlottetown lundi dernier afin de manifester leur grogne à l'endroit de la politique économique du gouvernement.

« L'ensemble des politiques économiques conservatrices est complètement erroné. Il faut une toute nouvelle approche », a-t-il dit.

« Le peuple a besoin d'air frais et a besoin d'un nouveau gouvernement pour retrouver sa confiance », a-t-il

Voir page A-4 : Chrétien

### SOCIÉTÉ



## Vie de juré

La vie de juré n'est pas une sinécure. Les avocats vous ont à l'oeil, le juge aussi. Mais de façon générale, la justice est bien servie par les jurés. Aux États-Unis, il s'est développé autour d'eux toute une industrie de la psychologie comportementale. Rien de tel au Québec, où les avocats appelés à plaider devant juge et jury ont une approche surtout intuitive de la sélection des jurés. Martine Carle explique.

Page B-1

## Dix «NON», dix raisons

### Le balayage de l'Ouest n'est pas dû qu'à l'effet Manning

Jean Dion

C'EST PRESTON MANNING qui devait bien rigoler, lundi soir, quand la Colombie-Britannique, le Manitoba et l'Alberta sont venus servir un NON cinglant, plus cinglant encore que le Québec, à l'entente de Charlottetown.

Aujourd'hui, la poussée de cet homme résolument populiste, nouvel « épouvantail » de la classe politique canadienne-anglaise, pourrait sembler irrésistible. Mais le chef du Reform Party ne peut vraiment revendiquer tous les honneurs du balayage de son camp dans l'Ouest, ainsi qu'en témoignent des experts et les hautes instances de son propre parti.

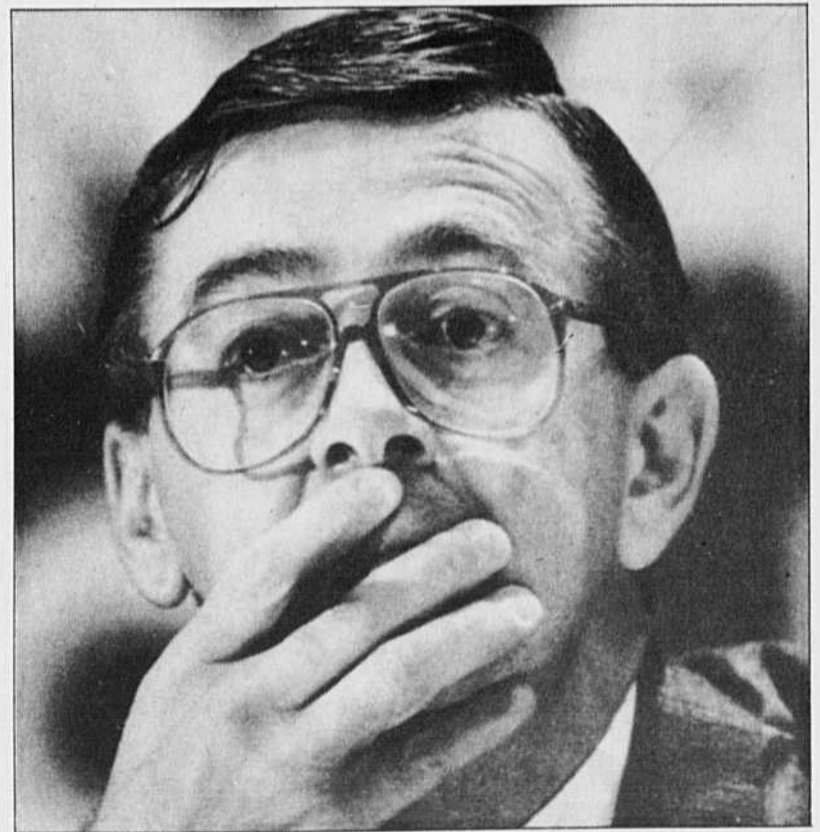
La signification exacte du NON massif exprimé par l'Ouest du pays apparaît en fait aussi peu claire que celle du rejet manifesté au Québec. Une porte-parole du comité du OUI en Alberta disait après le dévoilement des résultats, lundi, que « si vous interrogez 10 personnes pour connaître les raisons de leur opposi-

tion à l'accord, vous obtiendriez 10 réponses différentes ». Les facteurs sont nombreux et varient selon les provinces considérées.

Preston Manning a lui-même associé la victoire du NON à l'émergence d'une « révolution tranquille » aux dimensions du Canada, dans le cadre de laquelle la population aurait tourné le dos à ses leaders traditionnels et fait part de son intention de « prendre une autre direction ». Il n'est pas allé jusqu'à se dire le bénéficiaire de cette nouvelle orientation, mais lui qui se définit comme étant « près du peuple » a beau jeu de laisser les suppositions courir.

« M. Manning sait que le crédit pour cette victoire ne lui revient pas seul, qu'il y a une foule de motifs et que beaucoup de travail reste à faire pour rebâtir le Canada », indique cependant le directeur exécutif du Reform Party, Gordon Shaw. « Le parti a contribué à la victoire d'une manière importante, mais ce sont les gens ordinaires qui ont gagné en di-

Voir page A-4 : Manning



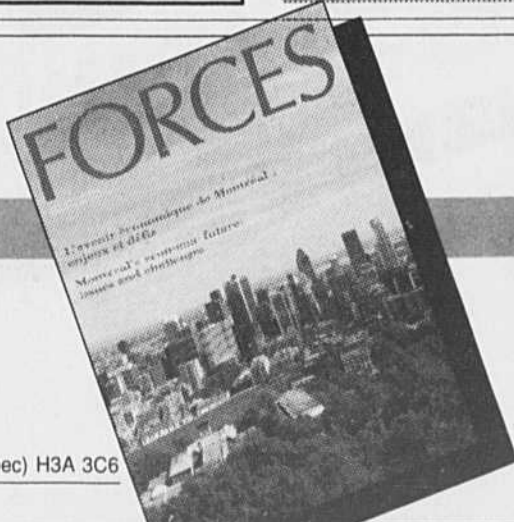
La victoire du NON servira de tremplin à Preston Manning pour les prochaines élections.

# FORCES

numéro 99 / Automne 1992

en kiosque et en librairie 6,25 \$

Société d'édition de la revue FORCES  
500, rue Sherbrooke ouest, bureau 1270, Montréal (Québec) H3A 3C6  
Pour abonnements : Téléphone : (514) 286-7600



## L'avenir économique de Montréal : enjeux et défis

Au sommaire de ce numéro :

- La fusion des deux Chambres de commerce de Montréal
- Une ville industrielle en profonde mutation
- Au confluent du capital
- Le défi des secteurs de pointe
- Vers un nouveau pacte social
- La nouvelle génération de jeunes entrepreneurs